

Universitaire spécialisé sur les questions agricoles, Olivier De Schutter a été nommé rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en 2008. Son rôle est de sensibiliser les gouvernements à la question du droit à l'alimentation et de les conseiller dans l'adoption de politiques permettant d'atteindre cet objectif.
www.srfood.org



Quels sont pour vous les événements les plus importants de l'année à venir pour le développement durable de notre planète ?

La session annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui se réunira à Rome en octobre 2011, sera une occasion unique de relier deux agendas déconnectés : d'un côté, on s'efforce de lutter contre le changement climatique par des mesures visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) ; de l'autre, on tente de répondre à une demande de matières premières agricoles en forte hausse, en raison de la croissance démographique et de l'urbanisation comme de la fusion des marchés des produits agricoles et de l'énergie résultant de la production et de l'utilisation d'agrocarburants. Or, si l'agriculture est une victime du changement climatique, elle porte aussi une part importante

de responsabilité. Des formes d'agriculture et des modes de consommation non durables accélèrent le réchauffement de la planète et tiennent une place significative dans la hausse de 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine constatée entre 1970 et 2004. Une part considérable de ces émissions vient de la manière dont nous produisons et consommons la nourriture aujourd'hui. Dans les pays développés, les émissions de gaz à effet de serre liées au travail des champs représentent 14 % du total des émissions (l'utilisation d'engrais de synthèse représente 38 % de ce total, l'élevage, 31 %), tandis que 65 à 80 % des émissions proviennent du traitement des denrées alimentaires. Parallèlement, les forêts, qui stockent près de la moitié du carbone terrestre, sont aujourd'hui détruites à large échelle, par l'extension des pâturages et des cultures. En

faisant cela, on augmente ainsi de 19 % supplémentaires les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'agriculture. Il ne suffit pas d'intégrer la question de l'agriculture au sein des négociations climatiques à travers les mécanismes de développement propre et les programmes REDD+ (réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts). L'agriculture doit se transformer pour faire partie des solutions au défi du changement climatique. L'agriculture que nous développons est suicidaire : elle crée les conditions mêmes de son incapacité, à terme, à nourrir la planète. Il faut qu'elle change de cap. La réunion de Rome devrait favoriser cette intégration, car le Comité de la sécurité alimentaire mondiale se penchera sur la question du lien entre changement climatique et pratiques

agricoles, et sur les promesses d'une agriculture plus durable.

Quels sont selon vous les domaines de progression ou les opportunités les plus crédibles en matière de développement durable, en 2011 ?

Pour sortir de l'impasse, la priorité consiste à rompre la dépendance actuelle de l'agriculture aux intrants externes (engrais et pesticides) et à utiliser de manière plus efficiente les ressources naturelles. C'est ce à quoi tend l'agro-écologie, croisement de la science agronomique et de l'écologie. Misant sur les complémentarités entre différentes plantes et différents animaux, elle parie sur la capacité d'intégration des écosystèmes. L'agriculture est alors conçue non comme un processus qui transforme des intrants en productions agricoles, mais plutôt comme un cycle, où le déchet qui est produit sert d'intrant, où les animaux et les légumineuses

servent à fertiliser les sols, et où même les mauvaises herbes remplissent des fonctions utiles. Les traductions concrètes de l'agro-écologie sont diverses. L'agro-foresterie intègre des arbres multifonctionnels dans les systèmes agricoles. En Tanzanie par exemple, 350 000 hectares de terres ont ainsi été réhabilités dans les provinces occidentales de Shinyanga et Tabora, transformant ce qui était autrefois appelé le « désert de Tanzanie » en une zone agricole riche et conduisant à une augmentation spectaculaire des revenus des petits agriculteurs de la région. Au Malawi, en 2005, près de 100 000 petits paysans ont amélioré la fertilité de leurs sols par la plantation d'arbres fixant l'azote. Le rendement du maïs est ainsi passé de 1,1 à 3,7 tonnes à l'hectare. Le Centre mondial de l'agroforesterie à Nairobi a démontré que l'utilisation d'arbres fertilisateurs peut réduire le besoin d'engrais

de synthèse de 75 %, tout en doublant les rendements. Des projets semblables sont développés au Mozambique et en Zambie.

Dans les régions arides, la récolte de l'eau de pluie peut représenter une alternative moins coûteuse, moins énergivore et plus durable que l'irrigation. En Afrique de l'Ouest, la construction de barrages de pierre autour des champs permet de limiter l'écoulement des eaux pendant la saison des pluies, favorisant une humidification des sols, la reconstitution des nappes phréatiques et la réduction de l'érosion des sols. Au Kenya, des chercheurs ont travaillé avec des agriculteurs à mettre au point la stratégie dite *push-pull* permettant de contrôler les parasites menaçant les récoltes. Cette stratégie consiste à éloigner les parasites en plantant du desmodium entre les rangées de maïs, ce qui repousse les insectes vers les abords des